

REJETEZ STOPCOVID

L'application StopCovid serait inutile, dangereuse pour nos libertés et pourrait même aggraver la situation sanitaire. L'administration et le Parlement doivent cesser d'investir toute ressource humaine ou économique dans ce projet vain et dangereux. L'urgence est partout ailleurs.

UNE EFFICACITÉ HASARDEUSE

Utilisation trop faible

- de premières approximations évaluent qu'entre **80% et 100% de la population** devrait utiliser l'application pour que celle-ci soit efficace, à condition encore qu'elle produise des données fiables (le chiffre de 60% souvent repris semble une trop vague déduction d'une autre [étude](#)).
- seulement **77% de la population** française [a un smart-phone](#) et cette proportion baisse à **44%** pour les personnes de plus de 70 ans, alors qu'elles sont parmi les plus vulnérables ;
- beaucoup de personnes **ne savent pas forcément activer le Bluetooth** et certaines refusent de le maintenir activé en permanence pour des raisons pratiques (batterie) ou pour se protéger d' ;
- **16% de la population de Singapour** a [utilisé](#) l'application équivalente – qui n'a pas empêché de devoir recourir finalement au confinement.

Résultats trop vagues

- il faut redouter que la population n'ait pas accès à des **tests** de façon assez régulière pour se signaler de façon suffisamment fiable (et reposer uniquement sur l'auto-diagnostic risquerait de faire exploser les **faux-positifs**) ;
- il ne semble n'y avoir aucun consensus quant à **la durée et la distance** de contact justifiant d'alerter une personne entrée en « contact » avec une autre personne contaminée ;
- à certains endroits très **densément peuplés** (certaines quartiers, grandes surfaces, grandes entreprises) on [assisterait](#) à une explosion des faux positifs, ce qui rendrait l'application inutile ;
- le champ de détection du Bluetooth [semble](#) beaucoup trop varier d'un appareil à un autre et sa **précision n'est pas forcément suffisante** pour offrir des résultats fiables.

Contre-efficacité sanitaire

- en créant un **faux sentiment de sécurité** sanitaire, l'application pourrait inciter à réduire les gestes barrières, tout en échouant à lancer des alertes suffisamment fiables ;
- son développement requiert une énergie et un coût qui ne sont pas investis dans des solutions plus efficaces, comme la **production de masques**, le **dépistage** de la population ou la promotion des **gestes barrières**... ;
- le déploiement de systèmes de surveillance augmenterait le sentiment de défiance déjà important d'une partie de la population à l'égard de l'État. Ne sachant pas s'ils peuvent faire confiance au système mis en place, les potentiels malades pourraient se trouver **incités à cacher leurs symptômes** aux services de santé par peur de conséquences négatives.

L'utilisation d'une application dont les objectifs, les techniques et les conditions mêmes d'usage portent des risques conséquents pour notre société et nos libertés, pour des résultats d'une probable médiocre qualité (voire contre-productifs), ne saurait être considérée comme acceptable pour nous – tout comme [pour beaucoup](#) de français-es. Le temps médiatique, politique et les budgets alloués à cette fin seraient mieux utilisés à informer et protéger la population (et les soignant-es) par des méthodes à l'efficacité prouvée, telles que la mise à disposition de masques, de matériel médical et de tests.

DES LIBERTÉS INUTILEMENT SACRIFIÉES

Discriminations

- que ce soit en la rendant obligatoire, ou par une pression sociale trop importante, les personnes n'utilisant pas l'application risqueraient de plus pouvoir travailler ou accéder à certains lieux publics librement (voir déjà un [exemple](#) en Italie), rendant leur **consentement non-libre** et donc nul ;
- une [hypothèse](#) de discrimination particulièrement grave serait de faciliter **l'accès aux tests sérologiques** pour les personnes utilisant l'application.

Surveillance

- dans le cas où l'application serait adoptée par une partie de la population, il faut redouter que le gouvernement puisse **l'imposer plus facilement** au reste de la population, contre sa volonté ; nous constatons que toutes mesures sécuritaires et liberticides prises dans les temps « d'urgence » n'ont jamais été remises en cause – c'est **l'effet cliquet** qui participe à la défiance justifiée contre ces solutions de contrôle ;
- l'objectif de l'application (alerter des personnes ciblées) est par essence **incompatible avec la notion juridique d'anonymat** – il s'agit au mieux d'un pseudonymat, qui ne protège pas contre tout type de surveillance individuelle ;
- la publication du code de l'application sous une **licence libre** ainsi que l'utilisation de méthodes de compilation reproductible seraient des exigences indispensables contre ces abus, mais elles-mêmes insuffisantes.

Acclimatation sécuritaire

- personne n'est capable de dire à l'avance pendant **combien de temps** l'application serait déployée ;
- une fois l'application déployée, il sera plus facile pour le gouvernement de lui **ajouter des fonctions coercitives** (contrôle individuel du confinement) ;
- l'application incite à soumettre son corps à une surveillance constante, ce qui renforcera l'acceptabilité sociale d'autres technologies, comme la **reconnaissance faciale** ou la vidéo surveillance automatisée, qui sont actuellement largement rejetées ;
- solutionnisme technologique : l'application renforce la **croissance aveugle** dans la technologie et la surveillance comme principales réponses aux crises sanitaires, écologiques ou économiques, alors qu'elles détournent au contraire l'attention des solutions : recherche scientifique, financement du service public...